La profession d'audit en Espagne, en Italie et en France

Tableau comparatif

35e Congrès de l'AMA, Valence, 13 novembre 2026

Critère	Espagne	Italie	France
1. Contexte politique (2026)	Coalition PSOE-Sumar en minorité parlementaire, dépendance à des soutiens externes pour le budget et les textes clés (étude espagnole, 2026)	Gouvernement Meloni à majorité stable ; législature jusqu'en 2027 ; loi de finances 2027 en examen (Conseil des ministres du 28 octobre 2026)	Aucun groupe à la majorité absolue (289 sièges) : Rassemblement national 118, Ensemble pour la République 74, La France insoumise 68 ; loi de finances 2026 adoptée par 49.3, motions de censure rejetées en juillet 2026 ; budget 2027 en discussion (synthèse de la délégation française, 1er novembre 2026)
2. Croissance du PIB	+2,3 % en 2026, au-dessus de la moyenne de la zone euro (Banco de España / FMI)	+1,0 % en 2026 (prévision du gouvernement, Documento programmatico di finanza pubblica 2026)	+0,4 % en 2026 après +0,8 % en 2025 (Insee, 30 octobre 2026)
3. Inflation	3,6 % en projection 2026 ; environ 2,0 % en 2025 (Banco de España)	3,2 % en août 2026, IPCA, sous l'effet de l'énergie (étude italienne)	0,9 % en 2025, 2,1 % prévus en 2026 et 2,3 % en 2027, IPC moyenne annuelle (Insee, 30 octobre 2026 ; Banque de France pour 2027)
4. Chômage	9,9 % en projection 2026 ; 10,5 % en 2025, le plus élevé de l'Union (Banco de España / FMI)	6,2 % en août 2026, pour 24,37 millions d'actifs occupés (étude italienne)	8,3 % au deuxième trimestre 2026, taux BIT, après 7,7 % en 2025 et 7,4 % en 2024 (Insee)

Critère	Espagne	Italie	France
5. Finances publiques (déficit et dette, % du PIB)	Déficit 2,8 % et dette 101,4 % en 2025 (Banco de España)	Déficit 2,9 % et dette 138,1 % en 2026, dette portée à 138,5 % en 2027 (Documento programmatico 2026)	Déficit 5,8 % en 2024, 5,1 % en 2025 (152,5 Md€), 5,0 % visé en 2026 ; dette 112,6 % en 2024, 115,6 % fin 2025 (3 460,5 Md€, 3 595,5 Md€ au 2e trimestre 2026), 119,3 % prévus en 2026 et 121,7 % en 2027 (Insee, mars 2026 ; DG Trésor, 6 octobre 2026)
6. Supervision publique et registre	ICAC, superviseur public ; registre ROAC ; inspections renforcées sur les firmes moyennes et les entités d'intérêt public (ICAC 2025)	Ministère de l'Économie et des Finances, Registro dei revisori legali ; Consob pour les entités cotées (étude italienne, 2025)	Haute autorité de l'audit, supervision publique ; liste des commissaires aux comptes (H2A, 2025)
7. Effectifs et structures (périmètres non comparables)	3 498 auditeurs exerçants au 31 décembre 2025 (-2,1 %) ; 21 532 personnes physiques inscrites au registre, dont 18 034 non exerçantes ; 1 344 sociétés inscrites (-1,0 %) ; 19 547 personnes employées par le secteur (ICAC 2025)	113 693 inscrits au registre en 2025, en hausse d'environ 1 800 sur un an, contre plus de 136 000 cinq ans plus tôt ; 41 501 inscrits en section A et 75 013 en section B sans mandat (2024) ; 755 sociétés de révision (MEF, 2025)	11 850 commissaires aux comptes personnes physiques (+425) et 7 094 personnes morales (+270) (CNCC, baromètre 2026)
8. Part des femmes	23,8 %, soit 831 femmes sur 3 498 auditeurs exerçants (ICAC 2025)	31 % des inscrits au registre (MEF, 2025)	27 % (CNCC, baromètre 2026)
9. Concentration du marché	Big 4 : 29,7 % des 75 676 rapports émis, 76,7 % des 1 482 entités d'intérêt public auditées et 94,3 % de la	Quatre premiers cabinets : environ 80 % des mandats sur le marché des sociétés de révision, environ 89 % des mandats sur	Cinq premiers réseaux : 53,5 % des honoraires de certification pour 26,6 % des mandats (H2A / CNCC, 2025-2026)

Critère	Espagne	Italie	France
	facturation sur ce segment (ICAC 2025)	les sociétés cotées (Consob) ; les sociétés détiennent 28 % des mandats mais 67 % des honoraires (étude italienne, 2025)	
10. Marché de l'audit (facturation)	1 053,6 M€ en 2025, +7,5 % sur un an et +27,5 % depuis 2022 ; 75 676 rapports émis, dont 73,9 % obligatoires (ICAC 2025)	Montant du secteur non documenté dans l'étude ; 2,64 mandats en moyenne par réviseur personne physique, la valeur la plus fréquente étant un seul mandat ; environ 60 mandats par société de révision (étude italienne, 2025)	Montant global du secteur non documenté ; 208 000 mandats de certification en 2024, contre 218 547 en 2023 et 260 073 en 2019, soit -20 % en cinq ans dont -4,8 % sur le seul exercice 2024 ; 45 % des mandats portent sur des entités de moins de 10 M€ de chiffre d'affaires et 6 % sur des grandes entreprises (CNCC, 2019 à 2024 ; H2A)
11. Seuils de nomination du contrôle légal	Non documenté dans l'étude remise	Obligation de nommer un organe de contrôle dans les SARL lorsque deux exercices consécutifs dépassent un seul des trois seuils : 4 M€ de total de bilan, 4 M€ de chiffre d'affaires, 20 salariés ; seuils non alignés sur ceux du bilan abrégé (5,5 M€, 11 M€, 50 salariés) (étude italienne, 2025)	Obligation pour deux des trois critères appréciés à la clôture : total du bilan 5 M€, chiffre d'affaires hors taxes 10 M€, effectif moyen 50 salariés (Code de commerce, art. L225-218, al. 1 ; montants de l'art. D221-5, vérifiés pour la forme simplifiée ; la délégation les annonce comme droit commun, les autres formes et les entités d'intérêt public ayant leurs régimes)
12. Audit de durabilité	Transposition de la directive CSRD en retard, échéance du 6 juillet 2024	8 066 réviseurs de durabilité habilités au 4 décembre 2025 ; à compter de 2026, huit	38 auditeurs de durabilité habilités et 19 organismes tiers indépendants à fin

Critère	Espagne	Italie	France
	dépassée, procédure d'infraction ouverte ; projet de loi en discussion ; assurance limitée retenue à la place de l'assurance raisonnable (étude espagnole, 2026)	mois de stage spécifique et une épreuve dédiée (étude italienne, 2025)	2025 ; transposition du paquet Omnibus attendue au plus tard le 19 mars 2027 (H2A, 2025)

Sources : études espagnole et italienne remises pour le congrès ; synthèse de la délégation française arrêtée au 1er novembre 2026 (Insee, DG Trésor, CNCC baromètre 2026, H2A rapport annuel 2025) ; code de commerce, art. L225-218 et D221-5. Données arrêtées au 9 novembre 2026.